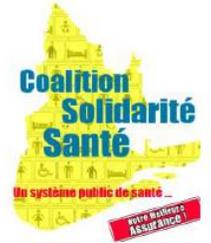


BULL'INFO

« Plus qu'une revue de presse!... »

de la Coalition solidarité santé

www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante <https://twitter.com/cssante>



Édition du 10 avril 2016

Abonnez-vous : [cliquez ici!](#) (C'est gratuit!)

« La politique n'est rien de plus que la médecine pratiquée en grand. » - Rudolf VIRCHOW

PL 92 : POUR PLUS DE BUREAUCRATIE

Mercredi le 6 avril dernier, le ministre Barrette déposait son nouveau projet de loi (PL) 92 visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec et modifiant diverses dispositions législatives.

Ce PL va modifier les lois sur l'assurance-hospitalisation, l'assurance maladie, l'assurance médicaments, la justice administrative, la Régie de l'assurance maladie du Québec et les services de santé et les services sociaux.

Pour juger de ce PL, il faut le situer dans l'ensemble de l'œuvre pour mieux comprendre le rôle qui lui est destiné dans le puzzle complet de la marchandisation de nos soins et services publics de santé.

D'ailleurs, le ministre ne s'en cache même pas. Il a débuté sa conférence de presse en listant les principales composantes de son œuvre : la loi n° 10 qui a changé la gouvernance du réseau, la loi 20 concernant les services de première ligne et spécialisés, le PL 81 pour contrôler le prix de certains médicaments. « Nous avons également débuté notre marche vers l'implantation du financement axé sur le patient », a-t-il ajouté, avant de présenter son PL « qui vise à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec ».

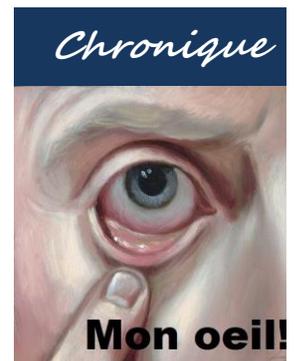
Les médias n'y ont vu que du feu : enfin, le ministre va donner des dents à la RAMQ pour contrôler la surfacturation faite par les professionnels de la santé, principalement des médecins, comme c'est arrivé dans le passé.

En fait, le véritable rôle du PL 92 est de tenter de corriger les effets pervers et prévus, parce que connus, de l'implantation du futur mode de financement à l'activité (axé sur le patient).

D'ailleurs, le Groupe d'experts qui avait étudié cette question pour le gouvernement en parlait dans son [rapport](#) de 2014.

Il disait que dans les pays où ce mode de financement avait été implanté, ça avait causé les problèmes suivants:

- réduction des durées de séjour dans les établissements au détriment de la qualité des soins (on sort le patient plus vite pour le remplacer par un autre : un nouveau revenu);



- transfert trop rapide de la responsabilité des patients à d'autres établissements (pour le remplacer par un nouveau patient : un nouveau revenu);
- sélection des patients (on choisit celui qui va rapporter le plus, qui coûtera moins et le moins longtemps à soigner);
- surprestation de certains soins (on en donnera plus pour réclamer plus);
- segmentation des séjours (un retour, c'est un nouveau revenu);
- codification à la hausse, pour obtenir un remboursement plus élevé (vous l'ai-je dit : le patient est vu comme un « revenu »!)

Au final, tout cela avait causé une augmentation des coûts!

Mais le groupe d'experts s'empressait d'ajouter qu'on pouvait contrôler ces problèmes inhérents à ce mode de financement en... augmentant les contrôles et l'administration, ce que tout le monde nomme la bureaucratie.

Le mode de financement à l'activité que veut imposer le ministre (et dont j'ai déjà parlé [précédemment](#)) servira à déterminer le prestataire de soins et services (public, privé ou communautaire), parce que le moins cher deviendra le meilleur.

Les prestataires se feront concurrence pour offrir le meilleur coût, avec une qualité à la baisse : à la baisse pour la personne soignée, et à la baisse pour le personnel qui rendra les soins.

Et plus on multipliera les prestataires, plus il y aura de sources de réclamations et de facturations.

En conférence de presse, un journaliste a soulevé cette question du contrôle des données. Il a parlé de la situation actuelle : 55 millions de demandes de paiement par année faites par les médecins, et « 220 millions de transactions qui se font dans le monde pharmaceutique », s'est empressé d'ajouter le ministre, pour tenter de transférer le blâme de ses épaules à lui et ses ex-collègues médecins vers celui des pharmaciens et de sa collègue de l'opposition péquiste, la pharmacienne Diane Lamarre.

Combien, croyez-vous, de demandes de paiement s'ajouteront quand tous les budgets des établissements, soins et services, seront dépendants des réclamations suivant un coût fixé pour chaque acte posé?

En décembre 2013, le Journal de Montréal [rapportait](#) que la RAMQ allait moderniser son équipement informatique pour passer de 600 opérations codifiées en 1980 à 10 000 aujourd'hui!

Pour s'assurer du respect des normes, des lois et des ententes de facturations, il faudra plus de contrôles : plus d'équipements informatiques, oui, mais aussi plus de personnel.

Ou alors on sous-traitera ces services de contrôle à des firmes privées qui ne nous feront pas de cadeaux pour leurs services. Ces firmes devront aussi à l'occasion faire le sujet de contrôles de la part du Vérificateur général.

Avec toutes ces données et tous ces contrôles, il n'y a aucune économie à l'horizon, mais beaucoup de profits pour les firmes et les privés qui pourront s'enrichir en facturant et surfacturant chaque geste : dans le tsunami de réclamations, les « attrapés » seront minoritaires et les amendes, même haussées, insuffisamment décourageantes.

C'est à cela que sert le PL 92 : à gérer un tant soit peu le marché de la santé et des services sociaux qu'est en train de faire le ministre Barrette.

Et ça, ça ne nous apportera pas plus de soins, ni de services, ni d'économies : seulement un marché de la santé, avec plus de coûts et de bureaucratie!

Jacques Benoit,
Coordonnateur.

LE MINISTRE BARRETTE A ABOLI LE COMMISSAIRE À LA SANTÉ ET AU BIEN-ÊTRE!



MAIS **NOUS**, IL NE NOUS ABOLIRA PAS!
SIGNONS LA LETTRE D'APPUI!...

<http://remedeauxcoupures.cssante.com/formulaire/>



NOTE :

La Banque mondiale est une organisation dont les actionnaires sont ses 188 pays membres, représentés en général par les ministres des Finances ou du Développement. En 1997, la Banque mondiale publiait un rapport sur le développement dans le monde intitulé "L'État dans un monde en mutation". Ce rapport rendait compte des transformations de l'État dans ses pays membres, des transformations qui allaient dans le sens d'ouvrir au marché les services publics, de libéraliser les marchés publics.

Le rapport faisait état des moyens utilisés pour ouvrir les services publics au marché. On peut regrouper ces moyens sous 6 stratégies: LE DÉFAUT DE RESSOURCES, LA DÉCENTRALISATION-RÉGIONALISATION, LA DÉRÈGLEMENTATION, LA TARIFICATION, LA COMMUNAUTARISATION ET LA PRIVATISATION.

L'action du gouvernement Couillard se rattache aussi à ces 6 stratégies. Le classement de la revue de presse qui suit veut rendre compte de cette réalité.

DÉFAUT (MANQUE) DE RESSOURCES :

LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ DIFFUSE LES RÉSULTATS DE SES INSPECTIONS DES HÔPITAUX (VIDÉO) - Pour la première fois, le ministère de la Santé diffuse les résultats de ses inspections des bâtiments dans le réseau de la santé. Conclusion : plus de 20 % des bâtiments hospitaliers du Québec inspectés sont en mauvais ou en très mauvais état; un pourcentage qui est encore plus élevé pour les CHSLD...

LE MINISTRE BARRETTE N'EXCLUT PAS DE CONDAMNER L'HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT - Le ministre québécois de la Santé, Gaétan Barrette, ne croit pas que l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont, à Montréal, doit être démoli séance tenante en raison de son état de dégradation avancée. Il envisage toutefois de condamner l'édifice actuel afin de construire de nouveaux bâtiments à proximité...

CONSÉQUENCES D'UNE MAUVAISE RÉPARTITION DES RESSOURCES SOINS DE SANTÉ - Un des plus grands défis auxquels fait face la région, c'est la rareté de médecins de famille ainsi que le manque de services médicaux...

DÉCENTRALISATION/RÉGIONALISATION :

DES ANALYSES DE LABORATOIRE DE PORTNEUF CENTRALISÉES AU CHU - On s'apprête à transférer au CHU de Québec la majeure partie des analyses de laboratoire faites dans Portneuf, alors qu'on a acheté, il y a quatre ans, de nouveaux équipements plus performants pour de gros volumes d'échantillons, à l'Hôpital de Saint-Raymond...

Loi 10 modifiant le système de Santé et de Services Sociaux (et ses effets)

LE SYSTÈME DE SANTÉ DÉBOUSSOLÉ PAR LA LOI 10, CONSTATE QUÉBEC SOLIDAIRE - Un an presque jour pour jour après l'entrée en vigueur de la loi 10, adoptée sous le bâillon, les voix qui n'ont pas été entendues à l'époque étaient celles de la raison, estime Québec solidaire, à la lumière de témoignages provenant de différentes sources sur le terrain...

LA RÉFORME SANTÉ DU MINISTRE BARRETTE FAVORISE LE PRIVÉ - Les changements décrétés par le ministre Gaétan Barrette pour réorganiser le système de santé du Québec n'ont pas permis d'améliorer les services aux patients et ont eu pour effet de détourner les ressources vers le privé, estiment des intervenants du milieu...

LA RÉFORME DE LA SANTÉ CONNAÎT DES RATÉS, SELON AMIR KHADIR - Un peu plus d'un an après l'entrée en vigueur de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux

notamment par l'abolition des agences régionales, les lacunes de cette mesure législative transparaissent de plus en plus clairement, selon Amir Khadir...

TIR GROUPÉ CONTRE UN «PROJET GAÉTANESQUE» - QUÉBEC SOLIDAIRE ET PLUSIEURS INTERVENANTS EN SANTÉ DÉNONCENT LES CONSÉQUENCES DE LA RÉFORME - La loi 10 sur la réforme administrative en santé a rendu le système « plus malade qu'il y a un an »... et le ministre Gaétan Barrette en est le principal responsable, ont lancé dimanche Québec solidaire et des intervenants du milieu...

LE PLAN A - On espère tous que, le jour où on tombera malade, la médecine nous viendra en aide, allégera notre souffrance, nous guérira. Mais ce qu'on espère vraiment, c'est de ne pas tomber malade en premier lieu. La prévention est la réponse évidente à ce souhait que nous partageons tous, mais on la méprise parce qu'elle ne «flashe» pas comme la médecine. L'occasion de faire de la prévention se présente en tout temps; elle est en quelque sorte partout, donc invisible. Mais si puissante...

CISSS : TOUJOURS EN MODE TRANSITION, UN AN PLUS TARD - Un an après l'entrée en vigueur du projet de loi 10 du ministre Gaétan Barrette, qui impose une réforme en profondeur du réseau de la santé, le président-directeur général du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Chaudière-Appalaches, Daniel Paré, admet que la période de transition n'est pas encore complétée...

LE CIUSSS, UN AN PLUS TARD - Un an après la réforme du réseau de la Santé et des services sociaux, la présidente-directrice-générale du CIUSSS de l'Estrie-CHUS, Patricia Gauthier est satisfaite du travail accompli jusqu'à maintenant...

UNE SOLUTION «RAPIDEMENT» POUR LE DÉPISTAGE D'ITSS EN OUTAOUAIS - Il aura fallu attendre que les patients québécois n'aient plus accès à une clinique sans rendez-vous de dépistage d'infections transmissibles sexuellement et par le sang (ITSS) à Ottawa pour que les dirigeants du réseau de la santé de l'Outaouais se mettent à parler de la nécessité de trouver une solution «rapidement»...

SERVICES POUR JEUNES EN DIFFICULTÉ: LA RÉGION DESSERVIE PAR L'ESTRIE - Les services de protection de la jeunesse et de réadaptation pour les jeunes en difficulté offerts sur les territoires de la Haute-Yamaska et La Pommeraiie sont maintenant officiellement intégrés au CIUSSS de l'Estrie-CHUS...

DU CHANGEMENT POUR LES CENTRES JEUNESSE DE NOTRE RÉGION - Depuis vendredi dernier, la population de la Haute-Yamaska et du secteur Pommeraiie est desservie par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke, au niveau des services de protection de la jeunesse et de la réadaptation pour les jeunes en difficulté...

CIUSS: UN AN PLUS TARD, L'INQUIÉTUDE PERSISTE CHEZ LE PERSONNEL - Un an après la réforme du réseau de la santé et des services sociaux, l'inquiétude persiste chez le personnel en Estrie...

LA RÉFORME BARRETTE A UN PRIX, CELUI DE LA SANTÉ DES SALARIÉS DU RÉSEAU - Après une année d'existence du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS) et du Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches (CISSS) est venu le moment de faire un bilan étape de cette vaste opération aux conséquences dont on ne peut encore évaluer toute la mesure...

RÉFORME DE LA SANTÉ: LES OBJECTIFS SONT ATTEINTS, VRAIMENT? - Je ne m'adresse pas à M. Barrette. Il n'a rien à cirer des propos des cadres supérieurs, non plus que des propos de quiconque en somme. Je réagis à ce

que je lis dans le journal Le Devoir du samedi 2 avril. Deux titres m'interpellent : « Les objectifs sont atteints » et « La période la plus noire pour les usagers », deux papiers qui s'opposent, signés par Amélie Daoust-Boisvert...

LA CSQ CRITIQUE DUREMENT LA RÉFORME DE LA SANTÉ - Un an après la mise en œuvre de la réforme du système de santé, le Syndicat des intervenants de la santé du Nord-Est québécois (SIISNEQ) accuse le ministre Barrette de détruire le système de santé...

SANTÉ : TROIS SYNDICATS DRESSENT UN BILAN CATASTROPHIQUE DE LA RÉFORME BARRETTE - Le Syndicat des intervenantes de la santé du Nord-Est québécois (SIISNEQ-CSQ), le Syndicat du personnel de bureau, des techniciens et des professionnels de l'administration du Saguenay-Lac-Saint-Jean (SPBTPA-CSQ) et la Fédération de la santé du Québec (FSQ-CSQ) dressent un bilan sombre de la réforme Barrette, un an après son implantation...

CIUSSS: SÉRIEUSES CRITIQUES SYNDICALES - Le Syndicat des intervenantes et intervenants de la santé du Nord-Est québécois (SIISNEQ-CSQ) constate que la création du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) du Saguenay-Lac-Saint-Jean se traduit par une diminution de la qualité des services et une moins grande accessibilité pour la population, un an après la mise en place de cette structure décrétée par le ministre Gaétan Barrette...

PREMIERS DÉMÉNAGEMENTS DE RÉSIDENTS DU PAVILLON SAINTE-MARIE : LE CISSS DES LAURENTIDES N'ÉCOUTE PAS LE COMITÉ DES USAGERS - C'est aujourd'hui qu'ont lieu les premiers déménagements de résidents du Pavillon Sainte-Marie. En effet, un résident quitte vers le CHSLD de Mont-Laurier et un autre vers l'unité spécifique de Rivière-Rouge...

SELON LES SYNDICATS: LA RÉFORME BARRETTE LOIN D'OBTENIR LA NOTE DE PASSAGE - La situation est alarmante au sein de notre service de santé. Taux d'absentéisme en hausse, personnel soignant au bout du rouleau, fermeture de lits, diminution de la qualité des services offerts à la population. Les syndicats dressent un bilan catastrophique de la réforme Barrette...

LES CENTRES INTÉGRÉS UN AN PLUS TARD : SOMBRE BILAN ET APPRÉHENSIONS POUR LA SUITE - Il y a un an, plus de 14 établissements et 110 points de services étaient fusionnés pour faire place à un unique méga établissement, le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CIUSSS-CHUS). Avec 17 000 employés et un budget de plus de 1,1 milliard de dollars, il couvre les missions Jeunesse, Soins à domicile, Santé mentale et Réadaptation. Le ministre promet des résultats d'ici deux ans. Pour le moment, l'équipe régionale de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) dresse un sombre bilan...

LA CSQ CRITIQUE DUREMENT LA RÉFORME BARRETTE - Un an après la mise en œuvre de la réforme du système de santé, le Syndicat des intervenants de la santé du Nord-Est québécois (SIISNEQ) accuse le ministre Barrette de détruire le système de santé...

MILIEU DE LA SANTÉ : L'EMBAUCHE DE LA MAIN-D'OEUVRE INDÉPENDANTE DÉNONCÉE SUR LA CÔTE-NORD - Le Syndicat des intervenantes et intervenants de la santé du Nord-Est québécois (SIISNEQ) dénonce l'embauche de main-d'œuvre indépendante sur la Côte-Nord. Il déplore que le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) sur la Côte-Nord dépense 10 millions de dollars chaque année pour embaucher des intervenants d'agences privées...

DÉRÈGLEMENTATION :

BARRETTE SAPE LA CRITIQUE - Dans le foisonnement d'actualités des dernières semaines, l'abolition du poste de Commissaire à la santé et au bien-être est pratiquement passée inaperçue. Québec a profité de son dernier budget pour éliminer cette fonction. L'État se prive ainsi d'une source indépendante pour radiographier la performance de son principal secteur de dépenses...

LES FÉDÉRATIONS DE MÉDECINS EN DÉSACCORD AVEC LE COMMISSAIRE: LES PRÉSIDENTS AVAIENT CESSÉ DE SIÉGER AU COMITÉ DE RÉVISION SALARIALE - Les deux fédérations de médecins ont claqué la porte du comité chargé d'évaluer la rémunération de leurs membres dans les semaines précédant l'abolition du bureau du Commissaire à la santé...

ABOLITION DU COMMISSAIRE À LA SANTÉ ET AU BIEN-ÊTRE - Dans une lettre expédiée au ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, le Forum de consultation demande au gouvernement de revoir sa décision d'abolir le Commissaire à la santé et au bien-être, ainsi que le Forum de consultation qui lui est associé...

Lobbyisme, collusion,... :

UNE ÉTRANGE RÉMINISCENCE - En 1975, j'étais correspondant parlementaire de Radio-Canada au Parlement de Québec. J'étais donc aux premières loges pour assister à la rapide descente aux enfers du gouvernement de Robert Bourassa...

UN GOUVERNEMENT EN PERTE DE CRÉDIBILITÉ - Depuis l'arrivée au pouvoir de l'équipe libérale menée par Philippe Couillard, il semblait que rien ne pouvait traverser l'armure. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. La centralisation tous azimuts menée par M. Barrette dans le réseau de la santé, les coupes en éducation, dans les services de garde, dans l'aide aux démunis, les déboires successifs de deux ministres de l'Éducation, Yves Bolduc et François Blais, rien de tout ça n'avait sérieusement ébranlé son gouvernement...

COUILLARD DEVRA REMANIER À NOUVEAU SON CABINET - Jean Charest avait qualifié «d'annus horribilis» son année 2010. Philippe Couillard pourra donner le même qualificatif à la session parlementaire en cours. Son gouvernement subit le ressac des méthodes de financement politique de Jean Charest, et son Conseil des ministres est dysfonctionnel à cause des déplacements provoqués par la maladie de Pierre Moreau et le retrait de Sam Hamad. Imaginez un peu la confusion que tout cela doit créer au sein du personnel politique et de la fonction publique...

PPP :

MÉGAPOURSUITE DE 330 MILLIONS \$ AU CUSM: UN ÉCUEIL DE PLUS POUR LES PPP - Avant l'avènement des PPP en santé, la construction d'hôpitaux n'avait jamais vraiment été une source de problèmes majeurs au Québec. Le consortium qui a construit le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) en partenariat public-privé (PPP) poursuit le gouvernement pour 330 millions de dollars! C'est beaucoup d'argent. Mais l'énormité de la nouvelle ne m'a pourtant pas étonné. Parce qu'on aura vraiment tout vu avec les PPP...

PLUS DE 10 MILLIONS \$ EN FRAIS D'AVOCATS - Plus de 10 millions \$ ont été dépensés en avocasseries pour le projet de construction du nouveau CHUM, a appris Le Journal. Ce magot équivaut au salaire de 167 infirmières à temps plein pendant une année...

UNE GROSSE CHICANE DE CLOCHER AU FUTUR CHUM: LES PROPRIÉTAIRES RÉCLAMENT MAINTENANT 12 MILLIONS \$ POUR UNE ÉGLISE PAYÉE 1,1 MILLION \$ - La compagnie qui détenait l'ancienne église Saint-Sauveur et le CHUM se livrent à une véritable chicane de clocher au sujet du montant à verser pour l'expropriation du bâtiment où se dresse aujourd'hui le nouvel hôpital à Montréal...

MÉGABUANDERIES: MAQUILLAGE ET MAUVAISE FOI - Le ministère de la Santé et des Services sociaux a annoncé, il y a quelques jours, son intention de construire deux mégabuanderies au coût de 60 millions \$ de fonds publics, l'une dans la grande région métropolitaine et l'autre dans la région de Québec, alors que le secteur privé peut offrir de meilleurs services à de meilleurs prix. Cette annonce s'est appuyée sur un mandat obscur octroyé à une firme externe, sur l'ajout d'informations fictives aux soumissions reçues du secteur privé et sur des modifications déloyales aux prix des projets du secteur public...

TARIFICATION :

BARRETTE PRIVE D'ARMES LA RAMQ - La Régie réclame depuis trois ans de nouveaux pouvoirs pour serrer la vis aux médecins fraudeurs - Gaétan Barrette refuse d'agir malgré une demande pressante de la Régie de l'assurance maladie du Québec visant à resserrer les contrôles pour empêcher les fraudes dans la rémunération des médecins...

BARRETTE SOMMÉ DE RÉPONDRE À LA RAMQ - Gaétan Barrette doit donner à la Régie de l'assurance maladie les pouvoirs qu'elle réclame pour débusquer les médecins fraudeurs, demandent le PQ, la CAQ et Québec solidaire...

Financement à l'activité (axé sur le patient) :

MALADE NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ? LA SANTÉ, ÇA COMPTE! - Il ne faut pas être un comptable extraordinaire pour affirmer qu'il existe deux moyens pour équilibrer un budget : réduire les dépenses et augmenter les revenus. Si on ne veut (ou ne peut) pas toujours réduire les dépenses en santé, il est clair que nous devons innover en matière de financement pour trouver des solutions originales qui permettront d'ouvrir de nouvelles sources de revenus pour l'État pourvoyeur de soins...

LE MINISTRE GAÉTAN BARRETTE DÉPOSE UN PROJET DE LOI VISANT À ACCROÎTRE LES POUVOIRS DE LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC - Le ministre de la Santé et des Services sociaux, monsieur Gaétan Barrette, a présenté aujourd'hui à l'Assemblée nationale un projet de loi visant à attribuer davantage de pouvoirs à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) et à modifier certaines dispositions législatives, notamment afin de lui permettre de s'adapter à l'évolution de la pratique des professionnels de la santé et des divers intervenants du secteur...

PROJET DE LOI NO 92: LOI VISANT À ACCROÎTRE LES POUVOIRS DE LA RÉGIE DE L'ASSURANCE MALADIE DU QUÉBEC ET MODIFIANT DIVERSES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ...

LE MINISTRE BARRETTE VEUT DONNER PLUS DE POUVOIRS À LA RAMQ - Le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec a présenté mercredi un projet de loi qui vise à accroître les pouvoirs dévolus à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)...

FRAUDE: UN PROJET DE LOI DONNERA PLUS DE POUVOIRS À LA RAMQ - Québec donnera plus de dents à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), qui réclame depuis des années des pouvoirs accrus pour contrer la fraude dans la rémunération des médecins...

PLUS DE POUVOIRS À LA RAMQ POUR CONTRER LA SURFACTURATION - Le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, a déposé mercredi un projet de loi qui devrait selon lui permettre à la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) de pallier l'insuffisance de moyens légaux dont elle dispose actuellement pour contrer les pratiques de surfacturation non seulement chez les médecins, mais aussi du côté des pharmaciens, des fabricants et des grossistes de médicaments...

RÉMUNÉRATION DES MÉDECINS: BARRETTE VEUT DONNER PLUS DE POUVOIRS À LA RAMQ - Le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, a déposé mercredi un projet de loi pour donner plus de pouvoirs à la Régie d'assurance maladie du Québec (RAMQ) relativement à la facturation des professionnels de la santé...

MÉDECINS FRAUDEURS : PLUS DE POUVOIRS POUR LA RAMQ - La Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) aura bientôt plus de pouvoirs d'inspection et de sanctions contre les médecins qui fraudent l'État ou surfacturent des patients...

LA RAMQ ACQUIERT DU MORDANT: LA RÉGIE POURRA ENQUÊTER SUR LES FRAIS ACCESSOIRES ET LES RÉCLAMATIONS FRAUDULEUSES - Québec a décidé de s'attaquer d'un seul geste aux frais accessoires abusifs facturés aux patients et aux erreurs et fraudes de facturation des professionnels de la santé, tels les médecins, à la Régie de l'assurance maladie (RAMQ)...

DÉPÔT DU PROJET DE LOI 92 SUR LES POUVOIRS DE LA RAMQ - Le ministre Barrette tente de détourner l'attention - La CSN réagit à l'annonce du dépôt du projet de loi 92 visant à accroître les pouvoirs de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). S'il va de soi pour la CSN qu'il faut réprimander les pratiques frauduleuses des médecins et assurer un meilleur contrôle des réclamations produites, il faut surtout s'attaquer de façon urgente au mode de rémunération des médecins, ce qui est complètement laissé de côté par le ministre Barrette...

COMMUNAUTARISATION :

SERVICES DE GARDE: DES PARENTS DOIVENT S'EN REMETTRE AU COMMUNAUTAIRE - Parce qu'une école montréalaise spécialisée pour enfants sourds n'offre pas de service de garde, une association de parents et de professionnels de la santé a dû se débrouiller pour dépanner les parents lors des journées pédagogiques...

PRIVATISATION :

CLSC: BESOIN D'EXPLICATIONS INTELLIGENTES - Chers CLSC, Est-ce que vous pourriez publier un feuillet à propos des transformations en cours, car c'est à n'y rien comprendre... Une description, des explications ? Peut-être aussi des illustrations graphiques, un organigramme ? Des chiffres provinciaux ?...

LES MÉDECINS SE DÉFENDENT DE «VIDER» LES CLSC DE LEURS TRAVAILLEURS SOCIAUX - Les groupes de médecine de famille ne vident pas les CLSC de leurs travailleurs sociaux et autres professionnels, se défend le Dr Louis Godin...

POINT DE PRESSE DE MME DIANE LAMARRE, PORTE-PAROLE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE EN MATIÈRE DE SANTÉ ET D'ACCESSIBILITÉ AUX SOINS...

Résistance et riposte :

LES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC DÉNONCENT L'IMPACT DE L'AUSTÉRITÉ - De nombreuses citoyennes de la province ont vu leur vie quotidienne devenir un véritable casse-tête en raison des mesures d'austérité ayant été imposées par le gouvernement, indique un rapport présenté par L'R des centres de femmes du Québec...

LE MYTHE DE NOTRE GROSSE SANTÉ PUBLIQUE DÉMOLI PAR LES FAITS (2E PARTIE) - La légende des bienfaits de la concurrence du privé - Voulez-vous bien m'expliquer pourquoi c'est aux États-Unis que ça coûte plus cher par habitant au niveau de la santé? Pourtant, aux States, le système de santé est privatisé. Selon la légende des fanatiques du privé, ça devrait être le contraire. Ils devraient pourtant payer beaucoup moins cher puisqu'il y a dans ce pays plein d'hôpitaux privés, souvent détenus par des transnationales dont les actions sont cotées à la Bourse, qui sont censées se faire une vive concurrence et ainsi faire abaisser les coûts et les prix drastiquement...

CHANGEMENTS EN SANTÉ: RESPECT, TRANSPARENCE ET HONNÊTETÉ EXIGÉS - J'eus le bonheur d'assister à cette conférence de Me Jean-Pierre Ménard sur nos droits en santé. Combien cette conférence était bienvenue dans le contexte politique actuel où tout change et où nous nous demandons où nous en sommes avec tous ces changements de structures...

LES CPE EN PÉRIL - Les CPE ont décidé de mener la charge depuis le début d'année. Plusieurs manifestations ont eu lieu devant les CPE ou les bureaux de ministres, et une grande mobilisation est prévue le 7 février prochain à Montréal...

DES POISSONS D'AVRIL CONTRE LA MODULATION DES FRAIS DE GARDE - Deux grandes affiches sur le thème des poissons ont été installées vendredi matin, 1er avril, au coin de Monseigneur-Langlois et rue Leduc à Valleyfield, de même que sur l'autoroute 20 et à la hauteur du Dairy Queen à l'Île Perrot, pour illustrer le rejet des Québécois de la modulation des frais de garde...

PÉTITION DE 250 000 SIGNATURES POUR LES SERVICES DE GARDE IGNORÉE - Le député de Rimouski et whip en chef de l'opposition officielle, Harold LeBel, dénonce ce qu'il considère être un manque total de considération des députés libéraux envers la population...

Organisation des soins et services :

SABSA: SI ÇA MARCHE AU NUNAVIK... - Beaucoup a été dit dans les dernières semaines à propos de SABSA, cette clinique de proximité exploitée par des infirmières, solidement établie dans la basse ville de Québec. Beaucoup trop poliment, à mon avis! Les délais se font courts pour cette clinique qui est placée devant une fermeture prochaine vu le refus obstiné de financement par le ministère du bon dieu Barrette.

LA « SUPERINFIRMIÈRE » - Isabelle Têtu est devenue infirmière pour mieux aider les plus vulnérables, qu'elle a côtoyés comme travailleuse de rue. Elle a même créé son propre modèle de clinique, basé sur l'accueil inconditionnel de ses patients: la carte Soleil n'est même pas un prérequis !...

LA POPULATION DE QUÉBEC APPUIE SABSA - Un sondage Léger mené pour le compte de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) révèle sans grande surprise que la population de Québec appuie les cliniques d'infirmières et qu'elle est en désaccord avec le refus du ministre de la Santé, Gaétan Barrette, de financer SABSA. Des résultats qui n'émeuvent pas le ministre...

LES MÉDECINS SPÉCIALISTES VEULENT PUNIR LES PATIENTS DÉLINQUANTS - La Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) estime que des mesures doivent être prises pour freiner la surconsommation des soins et des services par une certaine frange de la population. Elle suggère notamment que la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) exige des «frais compensatoires» pour les patients récidivistes...

2H41 D'ATTENTE À L'HÔPITAL DU HAUT-RICHELIEU - Il faut attendre en moyenne 2h41 à l'urgence de l'Hôpital du Haut-Richelieu avant d'être vu pour la première fois par un médecin...

5H38 AVANT DE VOIR UN MÉDECIN À L'URGENCE À L'HÔPITAL ANNA-LABERGE - À l'urgence de l'Hôpital Anna-Laberge, il faut attendre, en moyenne, 5h38 avant de voir pour une première fois un médecin, selon des données fournies par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) du Québec. Avec ce résultat, le centre hospitalier de Châteauguay se retrouve au 104e et dernier rang au Québec...

DIX-SEPT HEURES D'ATTENTE À L'URGENCE AVEC SON FILS - Exaspérée d'avoir patienté 17 heures à l'urgence du centre hospitalier de Trois-Rivières avec son enfant fiévreux avant de rencontrer un médecin, une dame de Trois-Rivières interpelle le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec pour qu'il corrige le manque de personnel médical...

CRI D'ALARME DE SOIGNANTS EXTÉNUÉS À L'HÔPITAL DE L'ENFANT-JÉSUS - C'est un véritable cri d'alarme que lancent des soignants à l'unité des sciences neurologiques de l'hôpital de l'Enfant-Jésus au sujet de l'épuisement généralisé et de leur incapacité à combler les besoins des patients...

Services sociaux :

CENTRES JEUNESSES: LES DÉLAIS TROP LONGS, DIT LA CSN - Les délais de traitement des cas signalés aux Centres jeunes sont beaucoup plus longs que les exigences ministérielles prescrites...

Médicaments :

SOMMES VERSÉES AUX MÉDECINS: DES GÉANTS PHARMACEUTIQUES OUVRENT LEURS LIVRES - La semaine dernière, 10 géants pharmaceutiques canadiens ont annoncé que dès 2017, les sommes qu'ils versent chaque année aux médecins du pays pour financer leurs congrès, leurs déplacements et certaines de leurs autres dépenses seront divulguées publiquement. Exercice de marketing pour les uns, pas vers une plus grande transparence pour les autres. Analyse d'une initiative qui fait jaser...

ENTENTE TEMPORAIRE ENTRE QUÉBEC ET LES PHARMACIENS - Les pharmaciens ont un bref répit. La Régie de l'assurance maladie a suspendu un des prélèvements épisodiques qui sont faits sur leurs honoraires...

FAUX MÉDICAMENTS: LES PROFESSIONNELS S'INQUIÈTENT - Les trois Ordres et les trois Académies de santé (médecins, pharmaciens, vétérinaires) lancent un cri d'alarme contre le «fléau» des médicaments falsifiés dans un manifeste qui réclame des mesures de répression à l'échelle internationale allant au-delà de simples coups de filet...

Fiscalité, évitement / évasion fiscale, paradis fiscaux :

LE GÉANT MCKESSON OBLIGÉ DE REMBOURSER 156 M\$ AU FISC: L'ENTREPRISE EST LE PLUS IMPORTANT DISTRIBUTEUR DE MÉDICAMENTS AU QUÉBEC ET AU CANADA - Le plus important distributeur de médicaments au Québec a dû rembourser plus de 156 millions \$ en impôts impayés après avoir vendu des milliers de comptes clients à une filiale basée au Luxembourg, un paradis fiscal bien connu en Europe...

PARADIS FISCAUX : UNE NOUVELLE FUITE SECOUE LA PLANÈTE - Une fuite de plusieurs millions de documents confidentiels - partagés avec l'émission Enquête - révèle l'utilisation de paradis fiscaux par des chefs d'État, des athlètes professionnels, des milliardaires et des narcotrafiquants...

PANAMA PAPERS : « ON EST DANS UN MONDE QUI SE DISLOQUE » - « On a des gouvernements qui nous disent qu'on a des problèmes de dépenses, mais c'est faux, on a des problèmes de revenus. Les États laissent complaisamment de grandes entreprises contourner leurs obligations fiscales, alors qu'on a besoin de cet argent pour financer les services publics. » En entrevue au 15-18, Alain Deneault, auteur et philosophe, réagit aux données révélées par les Panama Papers...

CHEFS D'ÉTAT, SPORTIFS, MILLIARDAIRES : PREMIÈRES RÉVÉLATIONS DES « PANAMA PAPERS » SUR LE SYSTÈME OFFSHORE MONDIAL - Les « Panama papers » en trois points. Le Monde et 108 autres rédactions dans 76 pays, coordonnées par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), ont eu accès à une masse d'informations inédites qui jettent une lumière crue sur le monde opaque de la finance offshore et des paradis fiscaux...

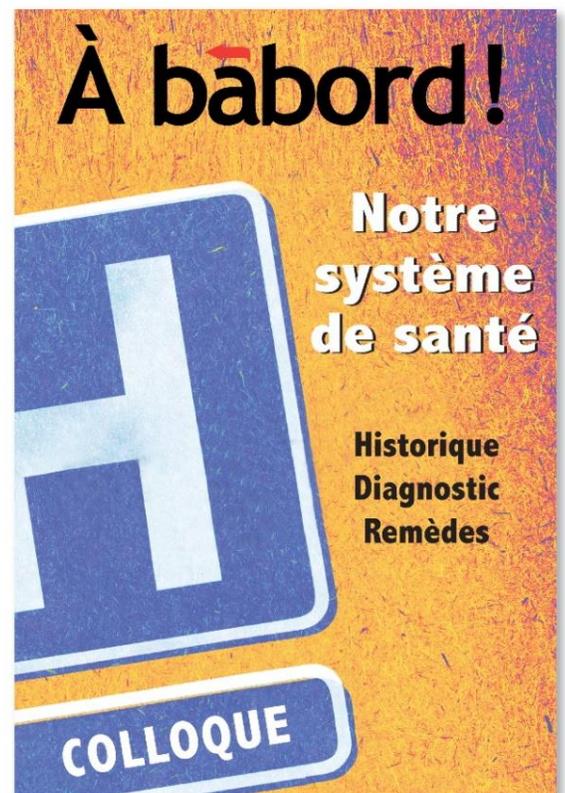
Aussi :

- 1^{ER} MAI : Téléchargez tout le matériel du 1er mai : <https://we.tl/o5R73LaLjB>.
- RIOCM : LES ANNONCES DE LA SEMAINE DU 7 AVRIL
- INFO MOBILISATION : 18 MAI- ACTION POUR LE FINANCEMENT DU COMMUNAUTAIRE
- Articles de l'IRIS pour la semaine se terminant le 04/08/2016
- INFO-AUSTÉRITÉ: LEURS PARADIS, NOTRE ENFER
- BULLETIN DE LA TABLE - LE MEMO - DU 30 MARS 2016

4^e Colloque de la revue
À bâbord !
**NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ: HISTORIQUE,
DIAGNOSTIC, REMÈDES**

16 avril, Pavillon Athanase-David

Événement Facebook :
<https://www.facebook.com/events/592880407530194/>



16 avril 2016 de 9h15 à 17h00
UQAM, Pavillon Athanase-David, Local D-R200



UN SYSTÈME PUBLIC DE SANTÉ: NOTRE MEILLEURE ASSURANCE!

Vous voulez lutter contre la privatisation de notre système public de santé?

Soutenez financièrement la Coalition solidarité santé.

Envoyez votre contribution à Coalition Solidarité Santé,
1601 De Lorimier, boîte postale 45, Montréal, Qc, H2K 4M5
(Téléphone : 514-442-0577).

Tout montant est bienvenu.

Nous n'émettons pas de reçus de charité, mais de solidarité!

Merci d'avance!...

DR BARRETTE, DRCOILLARD,



ARRÊTEZ!